

L'ex-rébellion des FNL dénonce l'insécurité au Burundi

APA, 19-10-2010 Bujumbura (Burundi) - Le parti FNL (Forces National de Libération, ex-rebellion) a dénoncé dans un mémorandum, la situation sécuritaire au Burundi indiquant que plusieurs corps de ses militants exécutés sommairement, ont été retrouvés dans le Lac Tanganyika. Dans ce mémorandum publié lundi, le FNL indique que ses militants sont également intimidés, arrêtés et emprisonnés. « Le Burundi traverse une période dangereuse qui rappelle la naissance des mouvements de résistance », souligne le FNL.

Le parti fait remarquer que cette période rappelle l'année 2006 (début de la première législature du Conseil national la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) où plusieurs membres du FNL ont été exécutés dans la commune urbaine de Kinama et en province Muyinga (au Nord) où plusieurs corps ont été retrouvés dans la rivière Ruvubu. Le FNL se dit par ailleurs outré par le comportement de la Communauté internationale qui « se tait devant ces violations flagrantes des droits de l'homme » et indique ce qui ne fait, selon lui, qu'encourager le pouvoir CNDD -FDD à s'entêter davantage et replonger le pays dans un chaos infernal vu les violences à travers tout le pays. Le parti d'opposition dit ne pas comprendre cette position de la communauté internationale, d'autant plus qu'elle a toujours dénoncé toutes les violations des droits de l'homme commises par le pouvoir de Bujumbura. « Cette situation dépasse le seuil du tolérable », fulmine le FNL. Au moins 22 militants de l'ex-rébellion des FNL ont été victimes d'exécution extrajudiciaire en septembre 2010, selon le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains, M. Pierre Claver Mbonimpa. « Ce qui se passe au Burundi est très alarmant. Beaucoup de personnes sont arrêtées par la police, puis elles disparaissent et on les retrouve mortes quelques temps après ». Toutes ces personnes, tuées froidement, sont des militants du parti FNL, d'après lui. Il a également dit que plusieurs centaines de membres de l'opposition ont été arrêtés depuis le début de la contestation des élections mai. Actuellement, on compte environ 120 détenus politiques poursuivis pour atteinte à la « sûreté intérieure », a-t-il ajouté.